

Unité inter-départementale  
de la Haute-Garonne et de l'Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
31776 COLOMIERS cedex

COLOMIERS, le 29 septembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **Peintures Maestria**

ZI de Gabriélat  
09100 PAMIERS

Références : 2022/861  
Code AIOT : 0006804531

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2022 dans l'établissement Peintures Maestria implanté ZI de Gabriélat 09100 PAMIERS. L'inspection a été annoncée le 28/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de la modification des installations effectuée par l'exploitant en 2022, à savoir la mise en place d'un stockage d'aérosols dans un bâtiment dédié. Cette modification avait fait l'objet d'un porter à connaissance remis en 2020 et complété en 2020 et 2021. Elle a donné lieu à un arrêté préfectoral complémentaire signé le 12 janvier 2022.

Cette visite a également pour objectif de statuer sur une non-conformité potentielle identifiée au travers d'échanges avec l'exploitant lors de l'instruction de dossiers. Cet écart concerne les modalités de confinement d'un déversement accidentel et de confinement des eaux d'extinction incendie, au niveau des quais de chargement des camions.

Enfin, cette visite fait suite à une inspection réalisée en 2021. Lors de celle-ci, l'inspection avait constaté que les éléments présentés par l'exploitant ne permettaient pas de s'assurer que ce dernier respectait la périodicité annuelle pour la vérification des détecteurs de fumées du site. Ce fait avait été qualifié de susceptible de suites. La visite, objet du présent rapport, a visé à vérifier la mise en œuvre d'actions correctives de la part de l'exploitant suite à ce constat.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Peintures Maestria
- ZI de Gabriélat 09100 PAMIER
- Code AIOT : 0006804531
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

Le site Peintures Maestria a pour activité principale le stockage de peintures conditionnées, à bases solvantées et aqueuses, fabriquées par l'établissement Alliance Maestria également implanté sur la commune de Pamiers. Le site Peintures Maestria dispose aussi d'un atelier de colorimétrie semi-automatique, d'une activité d'étiquetage, de laboratoires destinés aux activités de recherche et développement et d'un atelier de maintenance et réparation. Le site est exploité depuis 2005.

L'établissement relève du régime de l'autorisation environnementale pour le stockage de substances ou mélanges dangereux. Il relève également du statut Seveso seuil bas pour le stockage de substances ou mélanges présentant des dangers pour l'environnement aquatiques de catégorie chronique 2.

Lors de l'inspection, objet du présent rapport, la visite de terrain a porté sur les installations suivantes : bâtiment dédié au stockage des aérosols, quai de chargement des camions située entre 2 cellules de stockage.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- vérifications périodiques de la détection incendie du site (suite inspection 2021) ;
- stockage d'aérosols ;
- rétentions associées aux zones de quai de chargement des camions.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent

- aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
9	Stockage d'aérosols – défense incendie	AP Complémentaire du 12/01/2022, article 6	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
10	Rétention au niveau des quais de chargement – dispositif d'obturation	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.11.I et III.11.II	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
11	Rétention au niveau des quais de chargement – évacuation des eaux	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.16	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Stockage d'aérosols – portes et portail du bâtiment dédié au stockage	AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Stockage d'aérosols – matériel utilisable en atmosphères explosibles	AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4	/	Sans objet
8	Installations électriques – vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Détection incendie	AP Complémentaire du 28/10/2019, article II.7.2	Susceptible de suites	Sans objet
2	Stockage d'aérosols	AP Complémentaire du 12/01/2021, article 2	/	Sans objet
3	Stockage d'aérosols – structure du bâtiment dédié au stockage	AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4	/	Sans objet
5	Stockage d'aérosols – désenfumage du bâtiment dédié au stockage	AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4	/	Sans objet
6	Stockage d'aérosols – seuil de rétention du bâtiment dédié au stockage	AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 5 faits sans suites. L'inspection a notamment constaté que des actions correctives ont été engagées par Peintures Maestria pour la vérification périodique de la détection de fumées du site, suite à l'inspection de 2021 ;
- 3 faits susceptibles de suites, car il n'a pu être statué sur la conformité ou non de ces faits à l'issue de la visite. Des éléments justificatifs sont donc attendus de la part de l'exploitant ;
- 3 faits non conformes portant sur l'absence de citerne souple dédiée à la défense incendie du site, les modalités de rétention d'un déversement accidentel et de rétention des eaux d'extinction incendie au niveau des quais de chargement des camions, et les modalités d'évacuation des eaux au niveau des quais de chargement des camions.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/10/2019, article II.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie – Entretien des moyens
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> 16/04/2021
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous : Installation de détection incendie : Annuelle (Fréquence minimale de contrôle) [...]
<b>Constats :</b> Lors d'une précédente visite du site, réalisée le 16 avril 2021, l'inspection avait constaté que les éléments produits par l'exploitant ne permettaient pas de s'assurer que ce dernier respectait la périodicité annuelle pour la vérification des détecteurs de fumées du site.  Lors de la visite, objet du présent rapport, l'exploitant a présenté à l'inspection les rapports de vérification des détecteurs de fumées du site présents dans les cellules de stockage, établis en 2021 et 2022.  Ces rapports ont été réalisés par un organisme extérieur.  Le rapport de 2022 conclut au fonctionnement correct du système de sécurité incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Stockage d'aérosols

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/01/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, stockage d'aérosols
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est la suivante : Rubrique 4320 : Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.  Stockage d'aérosols dans un bâtiment dédié  Régime : déclaration
<b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral complémentaire du 12 janvier 2022 fait suite à l'instruction d'un porter à connaissance adressé par Peintures Maestria le 29 avril 2020 et complété les 23 novembre 2020 et 12 octobre 2021. Ce porter à connaissance concernait notamment l'exploitation du stockage d'aérosols.  Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'un stockage d'aérosols est effectivement présent dans le bâtiment dédié à celui-ci. Toutefois, les aérosols stockés dans ce bâtiment sont en faibles quantités par rapport aux éléments présentés dans le porter à connaissance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Stockage d'aérosols – structure du bâtiment dédié au stockage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques incendie et explosion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sont applicables : <ul style="list-style-type: none"><li>• au stockage d'aérosols relevant de la rubrique n° 4320 de la nomenclature sur les installations classées pour la protection de l'environnement. À cette fin, avant la mise en service de l'installation, les travaux suivants sont réalisés en référence au :<ul style="list-style-type: none"><li>- point 2.4.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 (Comportement au feu des locaux à risques) : un flocage de la structure du bâtiment de stockage des aérosols et de ses parois est mis en place afin d'assurer au bâtiment les caractéristiques de résistance au feu minimales REI120 ; [...]</li></ul></li></ul>
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection, une attestation établie par le prestataire ayant procédé au flocage du bâtiment dédié au stockage des aérosols. Cette attestation précise le nom du produit de flocage mis en œuvre et l'épaisseur retenue pour le flocage.  L'exploitant a également présenté la fiche technique du produit de flocage. Cette fiche précise notamment le degré de résistance au feu associé au produit en fonction des conditions de mise en œuvre du produit (épaisseur, nature du matériau recouvert). Selon l'exploitant, la structure du bâtiment est métallique.  Au regard de la description de la structure donnée par l'exploitant, de la fiche technique du produit de flocage et de l'attestation de la société ayant procédé au flocage, il ressort que le flocage mis en place permet d'assurer une résistance au feu minimale REI 120.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Stockage d'aérosols – portes et portail du bâtiment dédié au stockage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques incendie et explosion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sont applicables : <ul style="list-style-type: none"><li>• au stockage d'aérosols relevant de la rubrique n° 4320 de la nomenclature sur les installations classées pour la protection de l'environnement.</li></ul> À cette fin, avant la mise en service de l'installation, les travaux suivants sont réalisés en référence au : [...] <ul style="list-style-type: none"><li>- point 2.4.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 (Comportement au feu des locaux à risques) : les portes et le portail sont remplacés par des portes et portail coupe-feu répondant aux dispositions du point 2.4.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 ; [...]</li></ul> Point 2.4.2 de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 : Portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture : EI 120.

Les dispositifs de fermeture sont de type ferme-porte ou à fermeture automatique. [...]
<p><b>Constats</b> : Lors de la visite, l'inspection a constaté que le bâtiment comporte un portail et plusieurs portes. Ce portail et ces portes comportent tous des plaques précisant leurs caractéristiques. Selon ces plaques, les portes et portails ont un degré de résistance au feu EI 120.</p> <p>L'inspection a constaté de visu, pour les portes donnant sur l'extérieur du bâtiment, qu'elles sont équipées d'un ferme-porte (ferme-porte de type à bras compas).</p> <p>Postérieurement à la visite, l'exploitant a adressé à l'inspection un PV établi par le fournisseur des portes, et les certificats normatifs des portes mises en place.</p> <p>Mais, l'inspection note que ces documents ne permettent pas de déterminer précisément quels dispositifs de fermeture ont été mis en place pour les portes. L'exploitant se rapprochera de son fournisseur pour disposer des éléments confirmant que les dispositifs de fermeture des portes mis en place sont également EI 120.</p>
<b>Type de suites proposées</b> : Susceptible de suites
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

#### N° 5 : Stockage d'aérosols – désenfumage du bâtiment dédié au stockage

<b>Référence réglementaire</b> : AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Prévention des risques incendie et explosion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée</b> :</p> <p>Les dispositions de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sont applicables :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• au stockage d'aérosols relevant de la rubrique n° 4320 de la nomenclature sur les installations classées pour la protection de l'environnement.</li> </ul> <p>À cette fin, avant la mise en service de l'installation, les travaux suivants sont réalisés en référence au :</p> <p>point 2.4.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 (Désenfumage) : un système de désenfumage répondant aux dispositions du point 2.4.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel [...] du 05 décembre 2016 est mis en place. [...]</p> <p>Point 2.4.5 de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 :</p> <p>Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;</li> <li>- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.</li> </ul> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellules.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et accessibles au service d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats</b> : L'inspection a constaté de visu que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le bâtiment dédié au stockage d'aérosols est équipé de plusieurs exutoires de fumées ;</li> <li>- un boîtier de commande manuelle est présent dans le bâtiment à proximité d'un des accès.</li> </ul>

<p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle des dispositifs de désenfumage du site, établi en 2022. Ce rapport intègre les exutoires du bâtiment dédié au stockage d'aérosols. Selon ce rapport, le réarmement de ces exutoires est possible depuis le sol du local.</p> <p>Postérieurement à la visite, l'exploitant a adressé à l'inspection les documents suivants présentés comme correspondants aux exutoires mis en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un devis établi par le fournisseur des exutoires. Ce devis précise le type d'exutoire installé ;</li> <li>- la notice technique des exutoires ;</li> <li>- une déclaration de performance des exutoires établie par le fabricant.</li> </ul> <p>Au regard de ces documents :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ces dispositifs comportent une commande automatique ;</li> <li>- la surface utile d'ouverture totale des exutoires représente 2 % de la superficie du bâtiment.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Stockage d'aérosols – seuil de rétention du bâtiment dédié au stockage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques incendie et explosion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sont applicables :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• au stockage d'aérosols relevant de la rubrique n° 4320 de la nomenclature sur les installations classées pour la protection de l'environnement.</li> </ul> <p>À cette fin, avant la mise en service de l'installation, les travaux suivants sont réalisés en référence au :</p> <p>[...]</p> <p>point 2.11 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 (Cuvettes de rétention) : un seuil est créé au niveau de la porte du bâtiment, afin de créer une surface de rétention répondant aux dispositions du point 2.11 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 ;</p> <p>Point 2.11 de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 :</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>[...]</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables, avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection a constaté de visu que peu d'aérosols sont stockés dans le bâtiment et ce stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, conformément aux éléments mentionnés dans le dossier de porter à connaissance.</p> <p>L'inspection a constaté que conformément aux engagements pris par l'exploitant dans son dossier de porter à connaissance, un seuil a été créé au niveau du portail. Un relevé sommaire de la hauteur du seuil a été réalisé par l'inspection lors de la visite. Ce seuil permet d'assurer une capacité de rétention d'au moins 50 % de la capacité totale de liquides susceptibles d'être contenus dans les aérosols.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 7 :** Stockage d'aérosols – matériel utilisable en atmosphères explosibles

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques incendie et explosion

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sont applicables :

- au stockage d'aérosols relevant de la rubrique n° 4320 de la nomenclature sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

À cette fin, avant la mise en service de l'installation, les travaux suivants sont réalisés en référence au :

[...]

point 4.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 (Matériels utilisables en atmosphères explosibles) : l'éclairage dans le local de stockage est remplacé par du matériel répondant aux dispositions du point 4.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 ;

[...]

Point 4.4 de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 :

Dans les parties de l'installation visées au point 4.3 et recensées « atmosphères explosibles », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du chapitre VII, relatif aux produits et équipements à risques, du titre V du livre V du code de l'environnement. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

**Constats :** Lors de la visite, l'inspection a consulté les fiches techniques présentées par l'exploitant comme correspondant aux équipements électriques suivants mis en place dans le bâtiment :

- luminaires fluorescents non métalliques ;
- postes de commande en polyamide ;
- boîtes de jonction ;
- blocs autonomes d'éclairage à LED de sécurité.

Postérieurement à la visite, l'exploitant a adressé à l'inspection, la fiche technique de l'extracteur d'air présent dans le bâtiment, ainsi qu'une photo de la plaque signalétique apposée sur cet extracteur.

Pour les luminaires, les postes de commande et les boîtes de jonction, ces fiches techniques indiquent que ces matériels sont compatibles dans les zones à atmosphères explosibles [ATEX] Gaz zones 1 et 2. Pour les blocs autonomes, la fiche technique indique que ce matériel est compatible dans les zones ATEX Gaz zone 2. Pour l'extracteur, les documents transmis indiquent que cet équipement est de type « sécurité augmentée ATEX ».

Compte tenu de l'implantation des équipements (en hauteur, ou structure en partie recouverte par le flocage intérieur), lors de la visite, il n'a pas été procédé à une vérification visuelle de l'adéquation entre les fiches techniques présentées et le matériel mis en place.

Lors de la visite, l'inspection a consulté le dernier rapport de vérification des installations électriques, établi en 2021 par un organisme extérieur. Ce rapport indique que les documents justifiant des caractéristiques techniques des équipements mis en place dans les locaux classés ATEX n'ont pas été présentés par l'exploitant lors de la vérification. L'organisme de vérification n'a donc pas pu se prononcer sur la conformité ATEX du matériel électrique mis en place dans le bâtiment dédié au stockage des aérosols (cette limite, signalée par l'organisme de contrôle des installations électriques, fait l'objet d'une fiche de constat distincte ci-après).

En l'absence d'avis de l'organisme extérieur sur l'adéquation du matériel installé dans le bâtiment,

l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer pleinement que ce matériel est adapté aux éventuelles zones ATEX pouvant être présentes dans ce bâtiment.
L'inspection a noté, lors de la visite, que la prochaine vérification des installations électriques est prévue avant fin décembre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Installations électriques – vérifications périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les installations électriques [...] sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre vi du titre ii du livre ii de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...]
<b>Constats :</b> Comme indiqué ci-dessus, le dernier rapport de vérification des installations électriques, établi en 2021 par un organisme extérieur, indique que les documents justifiant des caractéristiques techniques des équipements mis en place dans les locaux classés ATEX n'ont pas été présentés par l'exploitant lors de la vérification. L'organisme de vérification n'a donc pas pu se prononcer sur la conformité ATEX du matériel électrique mis en place.  À défaut de mettre ces documents à disposition de l'organisme vérificateur l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les installations électriques sont contrôlées conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Stockage d'aérosols – défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/01/2022, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques incendie et explosion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant le 31 août 2022, une citerne souple d'un volume de 130 m <sup>3</sup> , dédiée à la défense incendie du site, est implantée sur le site à une distance maximale de 200 mètres par rapport aux installations objets du porter à connaissance susvisé transmis le 29 avril 2020 et complété les 23 novembre 2020 et 12 octobre 2021. De plus, cette citerne souple est implantée en dehors des flux thermiques au moins égaux à 3 kW/m <sup>2</sup> susceptibles d'être émis en cas d'incendie sur les installations objets du porter à connaissance précité.
<b>Constats :</b> La citerne souple de 130 m <sup>3</sup> n'est pas mise en place.  Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir étudié plusieurs solutions techniques dont l'alternative suivante : mise en place d'un poteau incendie alimenté par le bassin incendie actuel du site. Ce poteau incendie serait installé sur le site en dehors des flux thermiques au moins égaux à 3 kW/m <sup>2</sup> susceptibles d'être générés en cas d'incendie du bâtiment dédié au stockage des aérosols. L'exploitant a présenté un plan matérialisant le périmètre associé à ces flux thermiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 10 : Rétention au niveau des quais de chargement – dispositif d'obturation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.11.I et III.11.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Conception des rétentions Les rétentions sont étanches, c'est-à-dire qu'elles répondent aux dispositions suivantes : [...] - en cas de rétention locale, le dispositif d'obturation, est maintenu fermé, s'il existe. [...]  II. Entretien des rétentions L'exploitant veille à ce que les capacités de rétention soient disponibles en permanence. [...]
<b>Constats :</b> Dans le cadre de l'instruction en cours d'un porter à connaissance remis en janvier 2021 par l'exploitant (modification de la répartition des stockages de liquides inflammables au sein du site), l'inspection a relevé une non-conformité potentielle concernant les modalités de confinement d'un déversement accidentel et de confinement des eaux d'extinction incendie, au niveau de certains de quais de chargement des camions. D'après ce porter à connaissance, les zones de stockage sur quais des cellules A, B, C, D, G et H répondent aux conditions de proximité définies à l'article I.3 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020, mais les modalités de rétention d'un déversement accidentel ou des eaux d'extinction incendie au niveau de ces quais (mise en place de tapis obturateur) ne satisfont pas les exigences de cet arrêté ministériel.  Lors de la visite, l'exploitant a confirmé que sur les zones de quai de chargement des camions, des tapis obturateurs sont présents. Ils permettent, en recouvrant les avaloirs des eaux présents sur ces zones, d'assurer un confinement au niveau des quais, d'un déversement accidentel ou des eaux d'extinction incendie.  L'inspection a pu constater de visu la présence d'un tapis obturateur au niveau du quai de chargement des camions situé entre 2 cellules du site.  Mais, les tapis obturateurs ne permettent pas de répondre aux exigences des articles III.11.I et III.11.2 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifié, car les avaloirs ne sont pas maintenus obturés en exploitation normale, et par conséquent, les capacités de rétention ne sont pas disponibles en permanence.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 11 : Rétention au niveau des quais de chargement – évacuation des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place les dispositifs et procédures appropriés pour assurer l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans les rétentions. Ces dispositifs : - sont étanches aux liquides inflammables susceptibles d'être retenus ; - sont fermés (ou à l'arrêt s'il s'agit de dispositifs actifs) sauf pendant les phases de vidange ; - peuvent être commandés sans avoir à pénétrer dans la rétention. La position ouverte ou fermée de ces dispositifs est clairement identifiable sans avoir à pénétrer dans la rétention.

<b>Constats :</b> Les tapis obturateurs présents sur les quais de chargement des camions ne permettent pas non plus de répondre aux exigences de l'article III.16 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifié, car ces dispositifs ne sont pas commandables sans pouvoir pénétrer dans la rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois